Algérie : l’islamisme s’empare de l’université

26/10/2017 à 8h20

Le quotidien El Watan dénonce l’influence croissante des islamistes dans les universités algériennes.

Des campagnes de «hidjabisation» et de «kamissisation» sont organisées de temps à autre ; des organisations estudiantines aux relents islamistes font la loi dans les campus et s’arrogent les prorogatives des gardiens de la morale et des bonnes mœurs.

Ils sont aidés par les chaînes de télévision à travers des reportages et des télé-prêches de prédicateurs de tout bord. Enfin, l’administration a fini par céder et à traduire ces appels par les faits. Les débats autour de l’université tournent désormais autour des «chiffons» en lieu et place de la probité intellectuelle et des questions de savoir et de la qualité de l’enseignement.

Cet ogre dormant nommé «islamisme» ou qualifié par certains de «conservatisme» menace désormais nos universités qui risquent de devenir des arènes violentes entre «les radicalistes» d’un côté et les «progressiste» de l’autre, loin du débat serein, tolérant et objectif. De nombreux observateurs ne cessent de tirer la sonnette d’alarme sur ce danger qui guette nos établissements du supérieur, sans que les autorités ne prennent les mesures nécessaires pour mettre fin à cette inquisition qui ne dit pas son nom.

Au début du mois d’octobre, la directrice de la résidence universitaire pour filles de Fesdis de Batna avait émis une directive instruisant les filles à porter une tenue «décente» et de tenir le «comportement d’une bonne musulmane qui préserve sa foi». Par cette instruction, la directrice

transgresse et la Constitution et les lois de la République en toute impunité. […]

Mais surtout, ce sont les agents de sécurité qui imposent leur diktat et leur loi et «harcèlent au quotidien les étudiantes jugées trop libres», accuse de son côté une étudiante, résidente à la cité U de Dély Ibrahim. On se souvient de l'histoire de l'étudiante qui s'est vue refuser l'accès à l'université par un agent de sécurité au fallacieux motif que la jupe portée par celle-ci, alors qu'elle était pourtant accompagnée par son époux, n'était pas admise et ne répondait pas aux «préceptes» prônés par l'agent de sécurité, conforté par ses responsables […].

Le cas le plus emblématique est celui d'Anouar Rahmani, étudiant en droit au centre universitaire de Tipasa et également écrivain, subit lui aussi depuis des années des pressions énormes de la part d'associations étudiantes à cause de ses écrits et de ses opinions jugés anti-musulmans et accusé d'athéisme. Des plaintes ont même été déposées contre lui et des pages Facebook de prétendus étudiants ont appelé les responsables de le révoquer purement et simplement des bancs de l'université.

Et les témoignages ne s'arrêtent pas là puisque certains étudiants parlent même de campagne de «salafisation» au sein des universités, notamment dans les wilayas de l'intérieur du pays. des tracts sont souvent distribués au su et au vu d'une administration parfois complice.